

AKTUELL

ATTAC ET LA TAXE

Trop peu, trop tard

Raymond Klein

Les institutions européennes penchent en faveur d'une « financial transactions tax ». Attac, l'« Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne », fait pourtant la fine bouche.

L'homme politique José Manuel Barroso, en faisant campagne en faveur d'une taxe européenne sur les transactions financières, retrouve-t-il ses racines maoïstes que le woxx rappelait la semaine dernière ? Le président de la Commission européenne sent-il simplement le vent tourner, comme le suggèrent plusieurs leaders sociaux-démocrates, cités par le journal en ligne Euractiv ? Ces derniers qualifient Barroso de « girouette », et prédisent des victoires des gauches française et allemande lors des élections de 2012 et 2013. En attendant, que peut-on attendre de l'élaboration d'une directive sur une « financial transactions tax » (FTT) ? Faut-il s'en tenir au dicton chinois, non pas de Mao, mais de Deng, selon lequel « peu importe qu'un chat soit blanc ou noir, s'il attrape la souris, c'est un bon chat » ?

« Il y a dix ans nous aurions crié victoire. Mais aujourd'hui c'est trop peu, trop tard », écrit l'ONG Attac France dans un communiqué repris par la section luxembourgeoise. Rappelons qu'il s'agit précisément du type de taxe à laquelle l'« Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne » doit son nom. Attac apprécie que l'introduction d'une FTT aurait effectivement « un effet régulateur important en dissuadant les opérations les plus spéculatives ». L'ONG regrette cependant que pour les produits dérivés, on envisage un taux d'imposition plus faible, et qu'on veuille exempter les opérations sur le marché de changes, parfois hautement spéculatifs. Elle estime aussi que la seule FTT ne suffira pas pour « désarmer » les marchés financiers, et réclame des « réglementations énergiques ». Enfin, selon Attac, l'argent récolté devrait impérativement servir à la lutte contre la pauvreté, les épidémies et le changement climatique.

Dans cette mise à contribution de la finance, impossible à envisager il y a peu, les experts d'Attac subodorent un stratagème destiné à faire accepter « le passage du rouleau compresseur

de l'austérité » et la recapitalisation des banques par les fonds publics. L'objectif serait d'éviter « une révolte contre ce nouveau sauvetage des banques, en donnant l'impression que la finance est elle aussi mise à contribution ». De toute façon, Attac considère qu'au vu de l'évolution dramatique de la crise « des solutions radicales deviennent désormais incontournables ». Et de citer, pêle-mêle, la socialisation du secteur bancaire, la répudiation des dettes publiques illégitimes et le financement direct des Etats par la Banque centrale européenne.

On aurait certainement tort de voir dans la seule adoption de la FTT un tournant à 180 degrés de l'orientation politique de l'Union. Il ne faudrait pourtant pas sous-estimer la signification de l'introduction d'une telle mesure. Tout d'abord, elle va plus loin que quelques autres propositions qui étaient sur la table. Ainsi, une « financial activity tax » aurait également mis à contribution le secteur financier. Mais en se basant sur les bilans, elle n'aurait pas affecté la spéculation. Quant à l'approche de rechercher un accord sur une FTT au niveau du G-20, elle servait surtout à faire traîner en longueur le débat.

Ensuite, il n'y a qu'à observer la levée de boucliers allant de l'Association des banques et banquiers luxembourgeois jusqu'au ministre du trésor américain, en passant par les lobbyistes de la « City », pour se convaincre de l'intérêt de la FTT. Son introduction briserait un tabou politique, celui de ne pas attaquer de front les intérêts du secteur financier. Une fois que l'Europe aura fait ce pas, la pression montera au niveau des gouvernements d'autres pays afin de faire de même. Enfin, le changement de discours des institutions européennes se répercutera aussi dans la sphère idéologique. Jusqu'ici, la majorité des citoyens acceptaient l'idée que des mesures drastiques comme la FTT ne pourraient pas être imposées à la toute-puissante finance. Désormais, cette taxe, présentée par Barroso comme « une question d'équité » envers les contribuables européens, apparaîtra comme la chose la plus naturelle au monde.

SHORT NEWS

Proactif weiter unter Beschuss

Nachdem der Proactif Generaldirektor Romain Schmit Ungereimtheiten in der Buchführung der Beschäftigungsinitiative eingeräumt hatte, wurde er am Freitag vom Dienst suspendiert. Durch seine Aussagen hatte er dem Präsidenten seines Verwaltungsrates, Robert Weber, widersprochen, der noch tags zuvor behauptet hatte, die im, vom Arbeitsminister in Auftrag gegebenen, Audit aufgeführten Unregelmäßigkeiten beruhten auf einer falschen Interpretation der Proactif-Buchhaltung. Inzwischen hat auch Robert Weber „nicht bewusst“ gemachte Fehler eingestanden und das Handtuch geworfen. Allerdings nicht als Proactif-Präsident, sondern als Vorsitzender der christlichen Gewerkschaft LCGB. Pikanterweise bleibt Weber, der ebenfalls CSV-Abgeordneter und Spitzenkandidat seiner Partei in Roeser ist, als Gewerkschaftssekretär Angestellter des LCGB - um sich fortan um die Sanierung von Proactif zu kümmern. Da auch der LCGB mit Finanzproblemen zu kämpfen hat, wurden vor Monaten die CSV-Abgeordneten Spautz und Kaes zwangsweise beurlaubt, weil sie ja nicht mehr in vollem Umfange der Gewerkschaft zur Verfügung stünden. Andererseits hatte Weber betont, seine Aktivität bei Proactif sei vollkommen ehrenamtlich. Wenig begeistert zeigte sich auch Arbeitsminister Nicolas Schmit, der laut Tageblatt-Bericht inzwischen die Justiz eingeschaltet haben soll.

Força Portugal

Peu à peu, la plus importante communauté non luxembourgeoise du pays, celle des Portugais-e-s, fait son entrée sur le devant de la scène politique. Dans sa dernière édition, l'hebdomadaire lusophone Contacto consacre plusieurs pages aux candidat-e-s portugais-e-s qui briguent un mandat dans les conseils communaux. Et la tendance est fortement à la hausse : de 43 candidat-e-s en 1999, ils sont passés à 96 en 2005 pour atteindre cette année le nombre de 175. Même si le chiffre est légèrement à relativiser en raison d'un accroissement total du nombre de sièges, il est toutefois sensible. Preuve que l'intégration portugaise dans notre pays fait son chemin, un peu à l'image des immigré-e-s italiennes il y a quelques décennies de cela. Evidemment, ce sont les villes de Luxembourg et d'Esch-Alzette qui comptent le plus grand nombre de candidat-e-s, avec 14 chacune. 42 se présentent sur les listes du LSAP, 25 pour le CSV, 24 pour les Verts, 22 pour le DP, huit pour l'ADR et le KPL et sept pour déi Lénk. Et qui sait, peut-être qu'à l'issue du scrutin, vu que la loi l'autorise désormais, l'un-e ou l'autre deviendra échevin-e... ou bourgmestre ?

N'a pas voté !

Certain-e-s citoyen-ne-s devront-ils se passer de leur droit de vote pour les élections communales ? C'est la question que posent les jeunes verts ainsi que la députée verte Josée Lorsché. Dans une question parlementaire urgente, la nouvelle élue s'adresse au ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Halsdorf (CSV) à propos de dysfonctionnements qu'elle et son parti auraient relevé concernant le vote par correspondance. En effet, il semble que des citoyens se soient plaints que certaines enveloppes ne contenaient pas le montant suffisant en timbres afin d'assurer le renvoi au bureau de vote. Ce serait notamment le cas de la commune de Bettembourg. Mais ce n'est pas le seul problème : sur certaines enveloppes destinées au renvoi, l'adresse du destinataire serait incomplète ou ferait tout simplement défaut. Lorsché voudrait néanmoins savoir en quelle mesure ces personnes pourront faire usage de leur droit de vote.

Une affaire de pourcentages

Une erreur s'est glissée dans notre dernier numéro, plus précisément dans l'article « D'un commun accord » qui rendait compte de la table ronde organisée par Forum Culture(s). Comme on nous l'a fait remarquer, la formulation « le taux de fréquentation de ces temples culturels ne dépasse pas les 10 pour cent » est fautive. En réalité, les taux de fréquentation dépassent souvent les 80 pour cent. Les 10 pour cent se réfèrent au taux global de la population luxembourgeoise qui fréquente des manifestations culturelles en général.